

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

## 2025-018 PRESTATIONS DE CONSERVATION- RESTAURATION DE DOCUMENTS ET ŒUVRES DE LA CONTEMPORAINE

Marché de services passé en  
procédure formalisée selon les  
articles L.2124-1, R.2124-1 et  
L.2124-1, R.2124-2 1° et L.2125-1

## Sommaire

---

Article 1.	Dispositions générales de l'accord-cadre.....	4
1.1	Présentation de la Contemporaine.....	4
1.2	Objet des prestations.....	4
1.3	Durée d'exécution.....	4
1.4	Allotissement .....	4
1.5	Procédure et forme de l'accord-cadre .....	<a href="#">45</a>
1.6	Liste des documents contractuels .....	5
1.6.1	Ordre de priorité – Pièces de l'accord-cadre.....	5
1.6.2	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles .....	<a href="#">56</a>
1.6.3	Pièces à remettre au titulaire.....	6
Article 2.	Obligations du titulaire .....	6
Article 3.	Sous-traitance.....	<a href="#">67</a>
3.1	Généralités .....	<a href="#">67</a>
3.2	Interventions sur documents composites et sous-traitance .....	<a href="#">67</a>
Article 4.	Emission des devis et bons de commandes .....	<a href="#">67</a>
4.1	Réalisation des devis.....	<a href="#">67</a>
4.2	Présentation du bon de commande.....	<a href="#">78</a>
Article 5.	Vérifications des prestations .....	8
5.1	Vérification quantitative .....	8
5.2	Vérification qualitative.....	<a href="#">89</a>
5.3	Décision après vérifications.....	<a href="#">89</a>
Article 6.	Emission des factures et modalités de paiement .....	9
6.1	Contenu et modalités de transmission des factures.....	9
6.2	Délai de paiement et intérêts moratoires.....	<a href="#">1041</a>
Article 7.	Avances .....	11
Article 8.	Garantie .....	11
Article 9.	Prix.....	<a href="#">1142</a>
9.1	Contenu des prix.....	<a href="#">1142</a>
9.2	Nature et détermination du prix .....	<a href="#">1142</a>
9.3	Variation des prix .....	<a href="#">1142</a>
Article 10.	Clause butoir et de sauvegarde.....	<a href="#">1243</a>
10.1	Clause butoir.....	<a href="#">Erreur ! Signet non défini.43</a>
10.2	Clause de sauvegarde.....	<a href="#">Erreur ! Signet non défini.43</a>
Article 11.	Pénalités .....	<a href="#">1243</a>
11.1	Généralités sur les pénalités .....	<a href="#">1243</a>
11.2	Pénalités pour retard .....	<a href="#">1344</a>
11.3	Pénalités pour absence à une formation ou une visite planifiée .....	<a href="#">1344</a>
11.4	Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux.....	<a href="#">1344</a>
11.5	Pénalités pour travail dissimulé.....	<a href="#">1344</a>

Article 12.	Assurances .....	<a href="#">1314</a>
Article 13.	Confidentialité .....	<a href="#">1415</a>
Article 14.	Clause de réexamen.....	<a href="#">1416</a>
Article 15.	Réalisation de prestations similaires .....	<a href="#">1516</a>
Article 16.	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	<a href="#">1516</a>
Article 17.	Résiliation .....	<a href="#">1517</a>
17.1	Résiliation du marché .....	<a href="#">1517</a>
17.2	Résiliation pour faute du titulaire .....	<a href="#">1517</a>
Article 18.	Changement affectant le titulaire .....	<a href="#">1517</a>
Article 19.	Différents et litiges .....	<a href="#">1617</a>
19.1	Règlement à l'amiable .....	<a href="#">1617</a>
19.2	Règlement juridictionnel .....	<a href="#">1618</a>
Article 20.	Dérogations au CCAG-FCS .....	<a href="#">1618</a>

## **Article 1. Dispositions générales de l'accord-cadre**

---

### **1.1 Présentation de la Contemporaine**

La Contemporaine, service inter-établissements de coopération documentaire (SICD) rattaché à l'université Paris Nanterre (UPN), est à la fois une bibliothèque, un centre d'archives, et un musée. A vocation patrimoniale, elle conserve tous types de documents, sur tous supports, couvrant l'histoire des relations internationales, l'histoire politique et sociale des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles : périodiques, monographies, archives écrites et orales, affiches, photographies, dessins, estampes, peintures, gravures, cartes postales, objets.

### **1.2 Objet des prestations**

Le présent accord-cadre a pour objet des opérations de conservation-restauration concernant les collections de la Contemporaine. Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent accord-cadre.

Tout ajout ou modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur de l'accord-cadre doit faire l'objet d'un avenant accepté par les cocontractants.

### **1.3 Durée d'exécution**

Le présent accord-cadre est conclu pour une période douze mois (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour une période de douze mois (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) années.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Toutefois, si l'administration ne souhaite pas reconduire le marché, elle informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, de sa décision de non-reconduction.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre et/ou du dernier bon de commande émis, au-delà-si nécessaire. L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution ne saurait excéder de trois (3) mois la durée de validité de l'accord-cadre.

### **1.4 Allotissement**

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1, le présent accord-cadre est composé de cinq lots :

- Lot 1 : restauration de documents imprimés et d'archives ;
- Lot 2 : restauration de photographies ;
- Lot 3 : restauration d'affiches ;
- Lot 4 : restauration de peintures ;
- Lot 5 : restauration d'œuvres graphiques.

Les prestations attendues pour chacun des lots sont détaillées dans le CCTP du présent accord-cadre.

### **1.5 Procédure et forme de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre de services est passé selon une procédure formalisée en application des dispositions des articles L.2124-1, R.2124-1 et L.2124-1, R.2124-2 1° et L.2125-1 10 du Code de la Commande Publique (CCP).

La présente consultation est un accord-cadre de services exécuté par émission de bons de commandes. L'accord-cadre est mono-attributaire pour chacun des lots.

Conformément à l'article R.2162-4 2°, l'accord-cadre est conclu **sans montant minimum et avec un montant maximum**.

Lots	Estimatif* (annuel)	Maximum* (sur toute la durée)
Lot 1 - restauration de documents imprimés et d'archives	17 000	<b>136 000</b>
Lot 2 - restauration de photographies	10 000	<b>80 000</b>
Lot 3, restauration d'affiches	7 000	<b>56 000</b>
Lot 4, restauration de peintures	40 00	<b>32 000</b>
Lot 5, restauration d'œuvres graphiques	3 000	<b>24 000</b>

\* en € HT

## 1.6 Liste des documents contractuels

### 1.6.1 Ordre de priorité – Pièces de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complétés ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Bien que matériellement non joint à l'accord-cadre, il est réputé parfaitement connu des parties<sup>1</sup> ;
- L'offre technique du titulaire, constitué du cadre de réponse technique dûment complété ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

### 1.6.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de l'université fait seul foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

<sup>1</sup> Le CCAG-FCS est consultable sur le site Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

### **1.6.3 Pièces à remettre au titulaire**

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre comprend une copie de l'acte d'engagement et de son annexe financière délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les autres pièces constitutives de l'accord-cadre pourront être retransmises par courriel au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

## **Article 2. Obligations du titulaire**

---

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire nomme un référent unique pour le marché. Si celui-ci est amené à changer en cours de marché, le titulaire devra proposer un nouveau référent à la Contemporaine pour validation.

Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Pendant leur séjour sur les sites de l'établissement, le titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement ainsi qu'aux règles spécifiques liées à l'utilisation de l'espace de l'atelier de restauration qui lui seront communiquées. Le prestataire devra signer un plan de prévention et en respecter les clauses.

## **Article 3. Sous-traitance**

---

### **3.1 Généralités**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### **3.2 Interventions sur documents composites et sous-traitance**

La prise en charge de certains documents peut nécessiter l'intervention de plusieurs prestataires : par exemple dans le cas de la restauration d'un album d'estampes ou de photographies, ou dans celui d'un tableau et de son cadre.

Le titulaire pourra recourir à un sous-traitant, avec l'accord de la Contemporaine et dans les conditions prévues au CCAP du présent marché.

## **Article 4. Emission des devis et bons de commandes**

---

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commandes.

### **4.1 Réalisation des devis**

La Contemporaine sollicite le prestataire pour la réalisation d'un devis de prise en charge.

- Prestations de conservation-restauration

Si la sollicitation concerne une prestation de conservation-restauration, le titulaire doit réaliser une visite pour voir les documents ou œuvres concernés et élaborer son devis. Le titulaire doit proposer une date de visite dans les trois semaines au plus suivant la sollicitation de la Contemporaine, et remettre un devis au plus tard deux semaines après la visite.

Le devis devra respecter les tarifs du bordereau de prix unitaires du marché.

Le devis devra comporter les éléments suivants :

- Liste des documents ou œuvres à prendre en charge ;
- Durée en heures de la prestation de conservation-restauration ;
- Délai de réalisation ;
- Lieu de réalisation de la prestation ;
- Date de prise en charge des documents, si la prestation est réalisée dans les locaux du prestataire ;
- Le cas échéant, mention de la demande d'un rapport détaillé comprenant la durée de la prestation ;
- Le cas échéant, mention de la demande de prise en charge en urgence
- Coût total de la prestation.

- Formations

Si la sollicitation concerne une prestation de formation, le titulaire devra fournir un devis sous deux semaines, avec une date de formation validée par la Contemporaine. La formation devra être réalisée dans les trois mois au plus suivant la formulation de la demande par la Contemporaine.

Le devis devra respecter les tarifs du bordereau de prix unitaires du marché.

Le devis devra comporter les éléments suivants :

- Programme de la formation ;
- Nombre de personnes maximum pouvant participer à la formation ;
- Durée de la formation ;
- Coût de la prestation ;
- Date de la formation.

Le titulaire s'engage à la réalisation des prestations sur la base de son devis et ne pourra facturer des prestations complémentaires.

## **4.2 Présentation du bon de commande**

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone. Les commandes seront transmises sous forme papier par voie postale ou messagerie électronique sur la base du Bordereau des Prix.

Le titulaire doit vérifier que tout bon de commande qui arrive par courrier est bien une première commande et non une confirmation de courrier électronique ou télécopie.

Le bon de commande comporte :

- La référence du marché (objet, n° et date);
- Le numéro de référence du lot et son intitulé ;
- Le numéro de référence de commande propre au service émetteur, et la date et le numéro de commande SIFAC ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de référence du bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le service émetteur de la commande ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché, en euro (€) HT et TTC ;
- Le montant de la TVA applicable ;
- Le délai d'exécution en cas de procédure de livraison d'urgence

- Le lieu de livraison (immeuble, salle, étage etc...) ;
- L'adresse de facturation ;
- La signature par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Il peut mentionner un accord sur un délai de livraison plus long que celui sur lequel le fournisseur s'est engagé contractuellement.

**Une commande honorée à partir d'un bon de commande non signé ou d'un document contraire au bon de commande expose le fournisseur au non règlement de la facture correspondante.**

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation conformément aux stipulations des pièces constitutives du marché et aux bons de commande qui pourront être accompagnés de spécifications techniques particulières.

Chaque mission confiée au titulaire sera exécutée dans les conditions et délais indiqués sur les bons de commande qui lui sont transmis au fur et à mesure des besoins.

### **4.3 Notification des bons de commande**

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen (courriel, courrier simple ou recommandé, télécopie). Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée :

- Soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriel, télécopie ou courrier recommandé ;
- Soit par le récépissé de réception renvoyé par tout moyen (télécopie, courriel) au représentant du pouvoir adjudicateur en cas d'envoi par courrier simple.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande reste à la charge du Titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

## **Article 5. Vérifications des prestations**

---

### **5.1 Vérification quantitative**

La Contemporaine réalise, à la fin de la prestation, une vérification quantitative :

- Pour les documents et œuvres pris en charge dans les locaux du titulaire, la Contemporaine s'assure à partir du bordereau de prise en charge et du bordereau de retour que l'ensemble des documents ont été restitués.

Sur cette base, l'acheteur effectue, au moment même de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative simples, conformément à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

### **5.2 Vérification qualitative**

L'acheteur procède, pièce à pièce, aux vérifications qualitatives suivantes :

- Conformité de la prestation avec les prestations détaillées dans le CCTP et demandées dans le devis;
- Qualité d'exécution.

Le contrôle de la qualité de la prestation réalisée est de la compétence unilatérale et exclusive de la Contemporaine.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, la Contemporaine dispose d'un mois pour effectuer ses opérations de vérification.

### **5.3 Décision après vérifications**

A l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, la Contemporaine prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions prévues au CCAG-FCS.



En cas d'admission des prestations, elle émet le service fait qui conditionne le paiement de la prestation.

## **Article 6. Emission des factures et modalités de paiement**

### **6.1 Contenu et modalités de transmission des factures**

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de siren ou de siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché inscrit sur le bon de commande précité (2025018SERVLOX, X étant le numéro du lot concerné) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation ;
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes ou à un service fait partiel.



Attention ! Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

#### **Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :**

Les factures du titulaire doivent **obligatoirement** être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	Service facturier NANTERRE = 03
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	<b>OUI</b> : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) <i>Numéro de marché facultatif mais préférable</i>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et

selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises via le portail Chorus par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs série(s)
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique
5. Le code d'identification du service en charge du paiement
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

## 6.2 Délai de paiement et intérêts moratoires



Les factures ne pourront être mise en paiement que si le service fait a été émis dans les conditions décrites à l'article 5.3 du présent CCAP, et la facture correctement établie et transmise dans les conditions décrites à l'article 6.1 du présent CCAP.

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article 1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 6.3 Cession de créance

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande. Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## Article 7. Avances

---

En application de l'article 11.1 du CCAGS-FCS (option A), Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5 % dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65 % des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Les candidats indiqueront à l'article B4 de l'acte d'engagement s'ils renoncent au bénéfice de l'avance prévue aux articles R2191-3 du code de la commande publique.

## Article 8. Garantie

---

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 (un) an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Les modalités de cette garantie sont les suivantes :

Si les opérations de contrôles ultérieures, menées dans un délai d'un an après la date de notification de la décision d'admission des prestations, devaient laisser apparaître des manquements, le titulaire sera tenu d'y remédier immédiatement et gracieusement, même après la fin du marché. Ce délai de garantie d'un an n'exonère en rien la responsabilité du titulaire en cas de faute dans ses prestations.

## Article 9. Prix

---

### 9.1 Contenu des prix

Le prestataire sera payé sur la base son offre financière, établie par un devis conforme au bordereau des prix unitaires, et sur présentation de factures.

Le prix unitaire comprend toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Il n'y aura pas d'indemnité de transport ni de prise en charge de frais de repas.

### 9.2 Nature et détermination du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prix sont réputés comprendre les dépenses visées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement commandées selon les stipulations des bons de commande.

### 9.3 Variation des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils pourront être révisés chaque année à la date anniversaire selon la formule ci-dessous.

Au plus tard, un (1) mois avant la date anniversaire du marché, le titulaire transmet les nouveaux tarifs à l'Université, qui dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de l'Université vaut acceptation.

**A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante.**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = 25.0\% + 75.0\% (ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

Application de l'arrondi au centième supérieur :

- Les arrondis s'effectueront avec 2 décimales.
- Lorsque la 3ème décimale est > ou égale à 5 la 2ème décimale est arrondie à l'unité suivante.
- Lorsque la 3ème décimale est < 5 on garde la 2ème décimale.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du mois d'exécution des prestations au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :  
Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

ICHTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Activités spécialisées, scientifiques, techniques-identifiant 001565195

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

## **Article 10. Clause de sauvegarde**

---

L'Université se réserve le droit de ne pas accepter une révision de prix annuelle dont l'incidence serait supérieure au taux de 3 % par rapport au prix en cours.

En cas de dépassement, l'Université peut décider de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire sous réserve du respect d'un délai de préavis d'un mois.

## **Article 11. Pénalités**

---

### **11.1 Généralités sur les pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'université pourra réaliser une réfaction sur les factures.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Par dérogation à l'article 14.1.2, il n'y a pas de montant maximum de pénalités.

### **11.2 Pénalités pour retard**

En cas de non-respect des délais de réalisation, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire doit 50 (cinquante) euros de pénalités par jour de retard.

### **11.3 Pénalités pour absence à une formation ou une visite planifiée**

En cas d'absence à une formation ou à une visite planifiée, et s'il n'a pas informé la Contemporaine et dûment justifié son absence, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire doit une pénalité forfaitaire de 100 (cent) euros.

### **11.4 Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux**

Lorsque l'acheteur constate le non-respect d'un engagement environnemental prévu par le titulaire dans son mémoire, ou que celui-ci fait obstacle à la faculté de contrôle de l'acheteur, une pénalité forfaitaire de 100 (cent) euros sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

### **11.5 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10 (dix) % du montant maximum TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 12. Assurances**

---

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu d'adresser à l'Université, avant le début d'exécution du marché, un exemplaire de sa police d'assurance au titre de sa responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle.

Celle-ci, conformément au Code des assurances, doit notamment garantir la responsabilité civile au titre du marché pour les pertes, accidents et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, survenus lors de la conduite des prestations ou dans l'exécution du présent marché, et ce quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Si par la faute du contractant, l'indemnité perçue ne couvrirait pas entièrement le dommage, l'Université conserve un droit de recours personnel.

En cas de sinistre, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations objet du présent marché.

Le titulaire est tenu responsable des risques assurés de ruine, perte ou de tout endommagement des documents remis. Le titulaire doit informer immédiatement le service commanditaire des dommages éventuels subis par les documents confiés et les confirmer par écrit.

En cas de dommages aux documents, le titulaire supporte les frais de restauration. En aucun cas cette restauration ne peut se faire sans l'accord écrit de l'acheteur validant les modalités de celle-ci. En cas de désaccord sur la valeur à payer par le titulaire, le rapport d'un expert nommé d'un commun accord par les parties fait foi. Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance. Il est tenu d'informer l'Université de toute modification de sa police d'assurance, et de lui adresser, le cas échéant, un nouvel exemplaire. Cette information n'engage en rien la responsabilité de l'Université pour le cas, où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de l'assurance s'avérerait insuffisant.

Le titulaire devra tenir l'Université informée de toute modification afférente à son contrat d'assurance (avenant, résiliation, changement de compagnie, garantie, ...) dans un délai d'un mois.

### **Article 13. Confidentialité**

---

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus public.

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, notamment à :

- Ne prendre aucune copie de quelque nature que ce soit des documents confiés et qui sont soumis aux dispositions du code de la propriété intellectuelle ;
- Ne pas utiliser les documents à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents.

Le titulaire doit sans délai avertir le pouvoir adjudicateur de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation sans indemnité du marché.

### **Article 14. Clause de réexamen**

---

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable ou du fait d'une crise sanitaire ou de tout autre événement majeur ayant des impacts directs sur l'exécution du marché, une modification des prestations du marché s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ou les impacts directs d'une crise sanitaire sur l'exécution du marché donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

## **Article 15. Réalisation de prestations similaires**

---

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **Article 16. Exécution aux frais et risques du titulaire**

---

Les dispositions de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **Article 17. Résiliation**

---

### **17.1 Résiliation du marché**

Outre les hypothèses de résiliation pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 CCAG-FCS, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché :

- En cas de mauvaise exécution du marché rendant impossible le maintien des relations contractuelles,
- Dans les hypothèses prévues aux articles 39 à 40 du CCAG-FCS.

### **17.2 Résiliation pour faute du titulaire**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

## **Article 18. Changement affectant le titulaire**

---

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université Paris Nanterre ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées dans le marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université n'aurait pas eu connaissance.



## Article 19. Différents et litiges

---

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

### 19.1 Règlement à l'amiable

En application des articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du CCP, en cas de litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétents pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

### 19.2 Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise exclusivement compétent y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

#### **Tribunal administratif de Cergy-Pontoise**

2-4 boulevard de l'Hautil

BP 30322

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## Article 20. Dérogations au CCAG-FCS

---

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
Article 1.6.3	Article 4.2.1
Article 1.6.3	Article 4.2.2
Article 5.2	Article 28
Article 11.1	Article 14.1.2
Article 11.1	Article 14.1.3
Article 11.2	Article 14.1
Article 11.3	Article 14.1
Article 12	Article 9